

L'**économie**, avec un produit intérieur brut (PIB) estimé à environ 1,3 milliard d'euros⁶, repose fortement sur le secteur rural (représentant plus de 30 % du PIB et 70 % des emplois). Le pays transforme très peu ses produits et reste très dépendant des importations alimentaires, énergétiques et de produits manufacturés. Le rythme de croissance à long terme est insuffisant pour permettre un décollage économique qui est régulièrement affecté par des chocs exogènes (cyclone Kenneth en 2019, pandémie de Covid-19 depuis 2020, flambée des cours des matières premières depuis février 2022 en conséquence de la guerre de la Russie contre l'Ukraine).

L'Union des Comores est en retard en termes de **développement humain** et le pays figure au 156^{ème} rang parmi 191 pays et territoires au classement de l'indice de développement humain (IDH)⁷. Des avancées institutionnelles sur l'égalité entre les sexes sont visibles (stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, politique nationale de l'égalité et l'équité de genre validé en 2017), mais leur application sur le terrain reste difficile. Les femmes sont peu représentées à des postes de décision.

Les Comores ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le protocole à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatifs aux Droits des femmes en Afrique. Plusieurs chantiers pour l'égalité du genre ont permis des avancées en termes légaux, sociaux, juridiques, politiques et économiques. La Politique.

La nouvelle Constitution, révisée en 2018, renforce notamment les droits des Femmes en matière de protection contre l'abandon, l'exploitation, la violence (article 30), d'accès aux instances politiques (article 34), pour leur représentation locale et nationale, une rémunération identique à travail égal (article 38), la juste et équitable répartition entre les hommes et les femmes dans la composition du Gouvernement (article 61).⁸

Les Comores ont ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes vivant avec un handicap (CPDH) et son protocole facultatif. La Constitution des Comores ne contient pas de dispositions qui traitent directement du handicap. Toutefois, le droit des personnes vivant avec un handicap à l'égalité est implicite dans le droit constitutionnel à l'égalité qui est garanti à tous. De plus, les Comores ont plusieurs politiques qui traitent directement les personnes vivant avec un handicap, notamment leur stratégie nationale de protection des enfants vivant avec un handicap. En dehors des cours et tribunaux ordinaires, il n'existe pas d'organisme officiel qui s'occupe spécifiquement de la violation des droits des personnes vivant avec un handicap⁹.

Les **institutions publiques comoriennes sont très fragiles**. Le CPIA¹⁰ de la Banque mondiale accorde une note de 2.8 aux Comores, pour une moyenne en Afrique subsaharienne à 3.1, avec une performance encore plus faible dans le domaine « gestion et institution du secteur public » et en particulier concernant la « qualité de l'administration publique ». Les faibles capacités de l'administration publique représentent un défi majeur pour la bonne mise en œuvre des politiques publiques et pour répondre aux ambitions fixées dans la stratégie de développement du pays. Des déficits en transparence et redevabilité ainsi que des pratiques de clientélisme et de corruption contribuent à freiner la croissance. La faible gestion des ressources humaines de l'Etat entraîne des conséquences importantes sur la gestion des finances publiques. La **masse salariale** absorbe environ 60% des recettes fiscales, ce qui laisse peu d'espace budgétaire aux investissements, dépenses sociales et de protection environnementale. Mais des avancées récentes doivent être soulignées et montrent la volonté politique de s'engager dans des réformes de la masse salariale : adoption d'un nouveau statut de la fonction publique en 2022 et promulgation de la LOFE révisée (Loi portant opérations financières de l'Etat) en août 2022.

Le pays s'est récemment doté d'une nouvelle stratégie de développement avec l'adoption du **Plan Comores émergent (PCE)**¹¹ pour la période 2020 – 2030 qui devra compter sur l'investissement d'hommes et de femmes pour une société plus juste, plus équitable et productive, pour atteindre les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030¹². Ce plan ambitieux vise à la transformation structurelle de l'économie, à travers la valorisation des ressources marines (économie bleue), une agriculture modernisée et durable, de nouvelles niches industrielles pour diversifier l'économie et le renforcement de son capital humain. Sa mise en œuvre ayant été mise à mal par la

⁶ FMI (2021).

⁷ PNUD, Rapport sur le développement humain 2021.

⁸ Plan d'Action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III (2021-2025). Plan de mise en œuvre au niveau national CLIP – Union de Comores.

⁹ African Disability Rights: <https://www.adry.up.ac.za/country-reports-2018/union-des-comores>

¹⁰ Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) 2019.

¹¹ PCE: plan stratégique de développement des Comores pour la période 2020-2030

¹² Plan d'Action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III (2021-2025). Plan de mise en œuvre au niveau national CLIP – Union de Comores.